



**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS
BUDGETAIRES**

2022

**EXPOSE POUR LE
CONSEIL MUNICIPAL DU 3 NOVEMBRE 2021**

| | |
|------------------------|------|
| Préambule | p. 3 |
|------------------------|------|

Contexte général (législatif, financier, territorial)

| | |
|---|----------|
| I Le contexte économique et financier de l'élaboration du budget 2022 | p. 4 à 6 |
|---|----------|

Situation financière de la Ville

A- La masse salariale

| | |
|----------------------------|----------|
| I Personnel communal | p. 6 à 8 |
|----------------------------|----------|

| | |
|------------------------------------|------|
| II Mutualisation / Transfert | p. 9 |
|------------------------------------|------|

| | |
|------------------------------------|----------|
| B- La dette communale | p. 10-11 |
|------------------------------------|----------|

C- La fiscalité locale

| | |
|------------------------|-------|
| I Taux communaux | p. 12 |
|------------------------|-------|

| | |
|-------------------------------------|-------|
| II Taux extérieurs principaux | p. 13 |
|-------------------------------------|-------|

| | |
|-----------------------------|------------|
| III Les bases locales | p. 14 à 15 |
|-----------------------------|------------|

D- Les dotations

| | |
|--|-------|
| I Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) | p. 15 |
|--|-------|

| | |
|---|-------|
| II Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) | p. 16 |
|---|-------|

| | |
|--|-------|
| III Attribution de Compensation (AC) | p. 16 |
|--|-------|

| | |
|--|-------|
| IV Dotation de Solidarité (DSC) Fonds de Péréquation intercommunale (FPIC) | p. 16 |
|--|-------|

E- Ratios, capacité financière

| | |
|----------------------------------|-------|
| I Ratios budgétaires Ville | p. 17 |
|----------------------------------|-------|

| | |
|--|------------|
| II Les capacités financières de la Ville | p. 17 à 18 |
|--|------------|

Les projets municipaux 2021

| | |
|---|-------|
| A- Section de fonctionnement | p. 19 |
|---|-------|

| | |
|----------------------|-------|
| I Les recettes | p. 19 |
|----------------------|-------|

| | |
|-----------------------|-------|
| II Les dépenses | p. 19 |
|-----------------------|-------|

| | |
|--|-------|
| III Les masses budgétaires des exercices 2017 à 2021 | p. 20 |
|--|-------|

B- Section d'investissement

| | |
|----------------------|-------|
| I Les recettes | p. 21 |
|----------------------|-------|

| | |
|-----------------------|------------|
| II Les dépenses | p. 21 à 22 |
|-----------------------|------------|

| | |
|--|-------|
| III Les masses budgétaires des exercices 2016 à 2021 | p. 22 |
|--|-------|

PREAMBULE

Conformément aux articles, **L. 2312-1**, L. 2312-2, L. 2312-3 du Code des Collectivités Territoriales, la tenue d'un **Rapport d'Orientations Budgétaires** (R.O.B.) est **obligatoire** dans les communes de plus de 3 500 habitants. Il se déroule dans les conditions fixées à l'article 17 du règlement intérieur de la Ville d'Amilly (approuvé en séance de Conseil municipal du 24/09/2014) et conformément à l'article L.2121-8 du CGCT.

Le ROB constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif et les Décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétise par le vote du Compte Administratif.

Ce rapport doit être présenté **dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif**. Pour l'exercice 2022, le **vote** du budget est prévu le **15 Décembre 2021**.

Le ROB, institué par la loi NOTRe du 7 août 2015 (Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République), doit permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée plus précisément sur l'évolution de la situation financière de la Ville et sur les orientations poursuivies. Ce rapport comporte des dispositions relatives au contenu du débat, le formalisme restant à l'appréciation des collectivités.

Ainsi, le débat doit se tenir sur la base d'un rapport comprenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que la structure et la gestion de la dette. Pour les Communes de +10 000 habitants, ce document doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Les règles de transparence ont encore été renforcées par le décret du 24 juin 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission du ROB : ce rapport doit être transmis notamment au Représentant de l'Etat dans le Département et faire l'objet d'une publication sur le site de la Ville.

La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a introduit une nouveauté pour toutes les collectivités et leurs groupements concernés par un débat d'orientation budgétaire. S'agissant des communes de plus de 3 500 habitants, l'article 13 prévoit l'obligation, avec effet immédiat, d'une présentation des objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, ainsi que sur l'évolution du besoin de financement annuel.

Rappelons que le ROB n'a pas vocation à se substituer au vote du budget qui recense l'ensemble des recettes et des dépenses. Le présent exposé contient les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil Municipal au cours de laquelle le Budget Primitif 2022 sera voté. De plus, il constitue une opportunité de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite de la municipalité.

Le Conseil Municipal est invité à débattre sur le ROB pour l'exercice 2022 et à prendre acte, par une délibération spécifique, de la tenue de ce débat et de l'existence de ce rapport.

**CONTEXTE GENERAL
(ECONOMIQUE, FINANCIER, TERRITORIAL)**

I - Le contexte économique et financier de l'élaboration du budget 2022

Le budget de la ville s'inscrit dans le contexte de rebond économique lié à la sortie progressive de la crise sanitaire. Le cadre législatif français, à travers le projet de loi de finances pour 2022, impacte également les orientations et les marges de manœuvre de la collectivité.

A – Le contexte économique : le rebond de l'activité

1° - Un rebond de l'économie française et européenne en 2021, qui devrait se poursuivre l'an prochain

En Europe, l'année 2021 est marquée par une reprise économique se traduisant par un fort rebond de la croissance. La prévision d'une croissance de 5% pour 2021 dans la zone euro est avancée par la BCE. Les effets du plan de relance ainsi que la généralisation de la vaccination permettront un retour à une vie proche de la normale, les prévisions de croissance pour 2022 dans la zone euro s'établissent à 4,6%.

En France, selon la Banque de France, la croissance 2021 pourrait atteindre 6,3%, associée à une inflation de 1,8% (1,2% hors énergie). Pour 2022, la croissance française pourrait s'établir à 3,7% avec une inflation à 1,4% (1,3% hors énergie).

2° - Une inflation modérée qui se rapproche du standard européen des 2%

En lien avec la reprise de la croissance, l'inflation de la zone Euro pourrait atteindre, selon la BCE, 2,2% en 2021, et 1,7% en 2022. Ces niveaux d'inflation sont à relier également à la hausse des prix de l'énergie constatée depuis plusieurs mois. En effet, l'inflation 2021, hors énergie, ne serait que de 1,3% au lieu des 2,2% annoncés.

Ce niveau d'inflation revêt un intérêt tout particulier pour les collectivités territoriales. En effet, la revalorisation des bases fiscales est indexée sur les prix à la consommation, étroitement liés à l'inflation. Le dynamisme des recettes communales en est donc dépendant.

3° - Des taux d'intérêt qui restent peu élevés sur les marchés financiers

Malgré le taux d'inflation soutenu, la BCE a conservé sa politique de relance consistant à injecter des liquidités sur les marchés afin de maintenir des taux directeurs bas. Ce soutien artificiel des marchés par la BCE semble devoir se prolonger tant que la reprise ne sera pas durable. De ce fait, malgré la reprise économique, aucune augmentation majeure des taux n'est anticipée. Il sera donc constaté en 2021 et 2022, la rare conjonction d'une reprise de l'inflation et de taux d'intérêts faibles.

Ces éléments financiers permettent d'anticiper, pour la fin de l'année 2021 ainsi que pour l'année 2022, des taux à court terme qui resteraient négatifs. Les taux à long terme remontent légèrement fin 2021, mais devraient se stabiliser à des niveaux encore très favorables aux emprunteurs dans les prochains mois.

B – Un PLF 2022 de relance qui bénéficie peu aux territoires métropolitains

Le projet de loi de finance pour 2022, présenté le 22 septembre en conseil des ministres, sera débattu durant l'automne. Les objectifs de mobilisation des finances publiques établis en 2020 pour relancer l'activité et l'économie sont prorogés.

1° - Un niveau de dette publique historiquement élevé en France et dans le monde

Pour faire face à la crise économique liée à la pandémie, les pays de l'OCDE ont relancé leur endettement avec l'appui des banques centrales La barre symbolique de 100% du PIB qui a longtemps

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

servi de référence en matière de surendettement a été allégrement franchie par de grandes économies (Espagne, France, Royaume-Uni...) qui en ont rejoint d'autres (Japon, Italie, Etats-Unis...).

Le tableau de synthèse ci-dessous permet de mesurer les évolutions des soldes dans le cas de la France.

| En % du PIB | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------|-------|--------|--------|-------|
| Déficit Public | -3% | -9,1% | -8,4% | -4,8% |
| Taux de prélèvement obligatoire | 44,1% | 44,5% | 43,7% | 43,5% |
| Taux de dépense publique | 54% | 60,8% | 59,9% | 55,6% |
| Dettes publiques | 98,1% | 115,1% | 115,6% | 114% |

Sources : Projet de loi de finances pour 2022

Actuellement ce niveau élevé de dette publique n'emporte pas de conséquences pour la Ville. En effet la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a suspendu la mise en œuvre des contrats dits « de Cahors » en 2020 (dernière année du dispositif), afin que les collectivités locales puissent engager, sans contrainte issue de la norme encadrant leurs dépenses réelles de fonctionnement, des dépenses urgentes de soutien à la population et à l'économie. Par ailleurs le projet loi de finance pour 2022 ne prévoit pas la mise en place d'un tel dispositif pour l'année prochaine. Les collectivités disposeront de davantage de visibilité une fois les élections présidentielles passées. Pour rappel, le gouvernement actuel affiche sa volonté de reprendre et de pérenniser la démarche contractuelle individualisée, pour associer les collectivités à l'effort de relance et les inciter à affecter leur autofinancement à l'investissement.

2° - Un soutien à la relance qui ne bénéficiera qu'accessoirement aux finances municipales

Le PLF 2022 prévoit un soutien à la relance de l'activité économique avec une aide à l'investissement local. 750 millions d'euros de moyens complémentaires sont ainsi dédiés au bloc local : 350 millions sont prévus pour abonder la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et 400 millions d'euros supplémentaires sont prévus pour aider les collectivités à investir dans les transports publics en site propre.

L'augmentation de la DSIL a en effet vocation à soutenir principalement les programmes Action cœur de ville et Petites villes de demain dédiés aux villes moyennes et petites. Une marge de manœuvre sera toutefois à explorer pour que la Ville puisse bénéficier de ces enveloppes dans la mesure où la DSIL aura aussi pour objectif de financer les projets prévus dans le cadre des contrats de relance et de transition écologique.

De la même manière, l'appel à projet dédié aux transports publics bénéficiera aux autorités organisatrices des mobilités. Sur le territoire national, 110 autorités ont ainsi répondu à cet appel à projet. La Ville n'en bénéficiera pas directement pour son budget même si ce projet bénéficiera à son territoire.

3° - Une stabilité nationale des dotations

L'enveloppe 2022 de la Dotation globale de fonctionnement est identique à celle de 2021 (18.3 Md € pour le bloc communal), confirmant la stabilité observée depuis 2018. Cette stabilité se fait au profit des collectivités qui bénéficient des dotations de péréquation, puisqu'à l'intérieur du bloc DGF, la Dotation de Solidarité Urbaine et la Dotation de Solidarité Rurale augmentent chacune de 95 M€. Pour rappel ces deux enveloppes avaient chacune connues une hausse de 90M€ lors du PLF 2021. Dans le cas de la Ville, une progression de sa DSU est donc attendue.

4° - La compensation de la réforme de la Taxe d'habitation (rappel)

Ce dispositif est rappelé pour mémoire car il a été voté dans le cadre de la loi de finance pour 2020. Désormais, 80 % des foyers ne paient plus la Taxe d'habitation sur leur résidence principale. Pour les

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

20 % des ménages payant encore cet impôt, l'allègement a été de 30% en 2021 puis sera de 65% en 2022. En 2023 plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

Pour les communes, la compensation se traduit par le transfert à leur profit de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties, avec la mise en œuvre du coefficient correcteur pour garantir la compensation à l'euro près. C'est le cas de la ville d'Amilly, qui perçoit désormais une compensation.

Le projet de Budget Primitif devra intégrer l'ensemble des contraintes et orientations gouvernementales citées précédemment, notamment dans le cadre de la Loi de Finances 2022, mais aussi prendre en compte la situation financière locale.

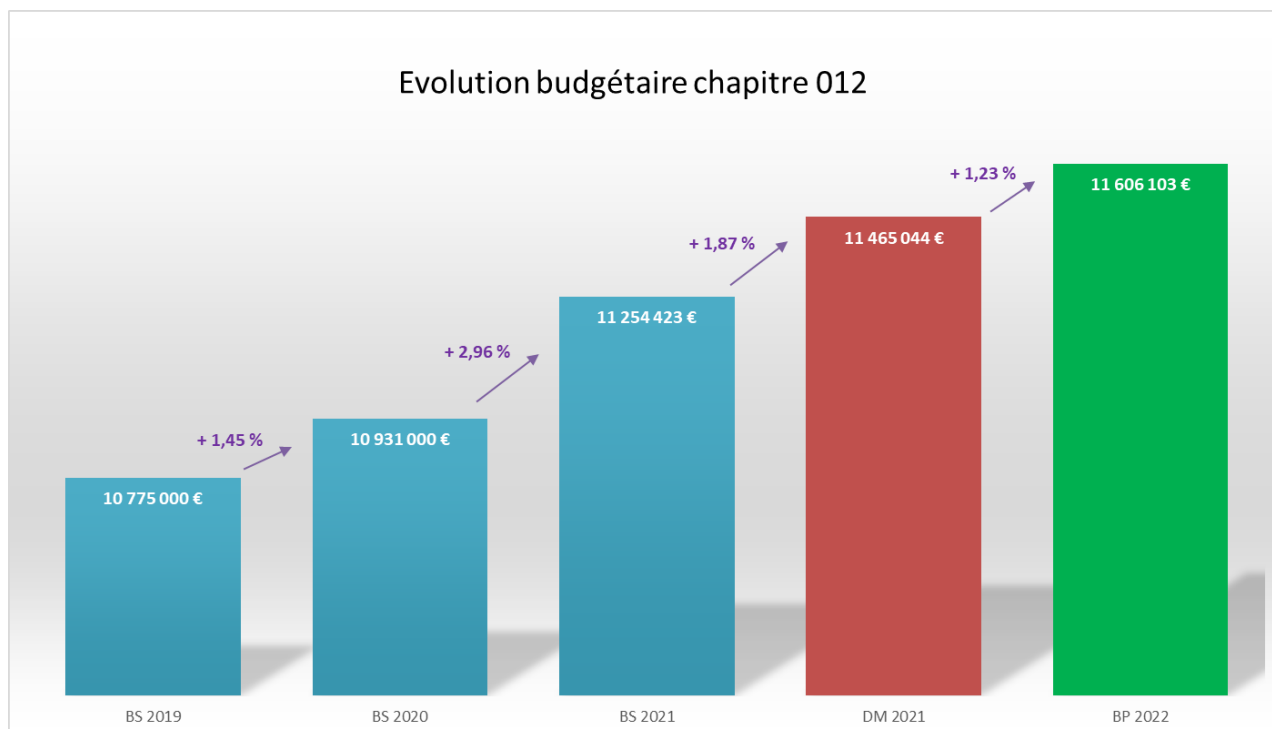
Le financement des opérations en cours et aux engagements contractuels en résultant continueront à être financé sur fonds propres en 2022 à l'instar des années précédente. Rappelons que la Ville d'Amilly bénéficie d'un atout important puisqu'elle est désendettée, elle dégage un autofinancement important lui permettant de financer sereinement ses investissements.

SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

A - LA MASSE SALARIALE

I – PERSONNEL COMMUNAL

Les charges de personnel représentent à elles seules l'un des premiers postes de dépenses de la collectivité. En 2022 un budget de 11 606 103 € est prévu pour un effectif global sur l'année de 326 agents pour 286 ETP (équivalent temps plein).



L'année 2022 présente une progression de la masse salariale par rapport au BS 2021 (+3.12%). Cette évolution s'initie dès le dernier trimestre 2021, c'est pourquoi une décision modificative sera présentée en fin d'exercice.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

L'évolution budgétaire entre le BP 2021 et le BP 2022 sera d'approximativement 5,47%. Un premier facteur règlementaire applicable dès le 1er octobre 2021 à savoir la revalorisation du SMIC de 2,2% mise en place afin de répondre à l'article L.3231-5 du code du travail qui décrit l'exception permettant de revaloriser le SMIC à un autre moment de l'année qu'au 1er janvier, à savoir « *lorsque l'indice national des prix à la consommation atteint un niveau correspondant à une hausse d'au moins 2% par rapport à l'indice constaté lors de l'établissement du salaire minimum de croissance immédiatement antérieur, le salaire minimum de croissance est relevé dans la même proportion à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'indice entraînant le relèvement* ». Cette revalorisation a aussi un impact sur nos titulaires et nos contractuels indiciaires rémunérés sur les indices majorés compris entre 332 et 338 inclus. Sur 2021 ce facteur générera 13 300 € de dépenses supplémentaires. En 2022 cela représentera 0.46% d'augmentation de la masse salariale.

Différentes mobilités ou absences en 2021 ont généré aussi des augmentations de nos charges de personnels répartis comme tel :

- Recrutement pour le Centre d'Art Contemporain Les Tanneries d'un chargé d'exposition à compter d'août 2021 et transformation de deux postes de vacataires en deux postes de chargé d'accueil des expositions à 20 heures hebdomadaires.
- Recrutement au service Vie Culturelle, Relations Européennes et Communication à la suite d'une demande de disponibilité d'un agent titulaire et d'une restructuration de service. Le profil recruté plus expérimenté a généré une augmentation de la charge de personnel.
- Le développement des activités de la ludothèque nécessite la présence d'un agent en renfort sur les temps forts d'animation (0.60 ETP) dès le second semestre 2021.
- Les obligations sanitaires liées au COVID-19 ont nécessité un renfort en désinfection ce qui a généré une nouvelle répartition des missions des agents d'entretien et de l'agent chargé des repas au sein de la Maison de la Petite Enfance.
- La création d'un poste au secteur des Achats des STATCP.
- Le besoin de renfort à la suite d'un congé de longue maladie aux Affaires Générales : 1 agent sur l'année + 1 agent sur une période de 6 mois.
- Une enveloppe pour les primes de fin de contrat (réforme de janvier 2021) a aussi été provisionnée pour pallier les difficultés de recrutement du personnel d'entretien et d'animation.
- Une reprise en congé de longue maladie et de longue durée d'un agent placé en maladie ordinaire depuis fin 2018.

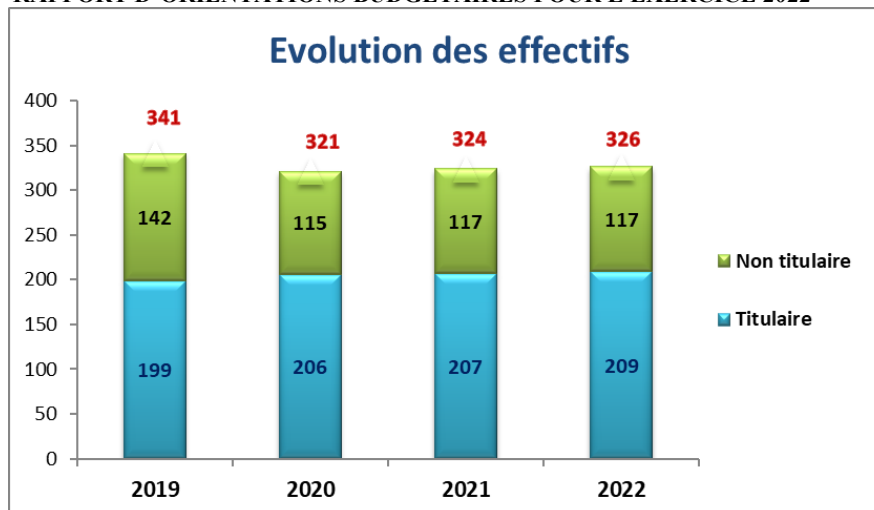
Par conséquent, en 2022 cette charge salariale se reporte. Nous projetons ensuite l'évolution de notre taux AT (accident du travail) dans les mêmes proportions qu'en 2021.

Afin d'anticiper et de préparer la réforme de la protection sociale complémentaire la mise en place d'une participation financière aux contrats de prévoyance labélisés a été provisionnée.

Nous avons aussi renouvelé l'enveloppe de 50 000 € visant à couvrir la part variable (C.I.A.) du régime indemnitaire (R.I.F.S.E.E.P.).

Nous observons aussi un doublement des charges de personnel sur des périodes de recoupement entre le départ en retraite dit « physique » et la radiation effective des cadres d'un agent. En effet, les agents bénéficiant de CET et/ou d'heures supplémentaires à solder en plus de leurs congés annuels sont pour certains remplacés dès ce départ « physique » pour nécessité de service.

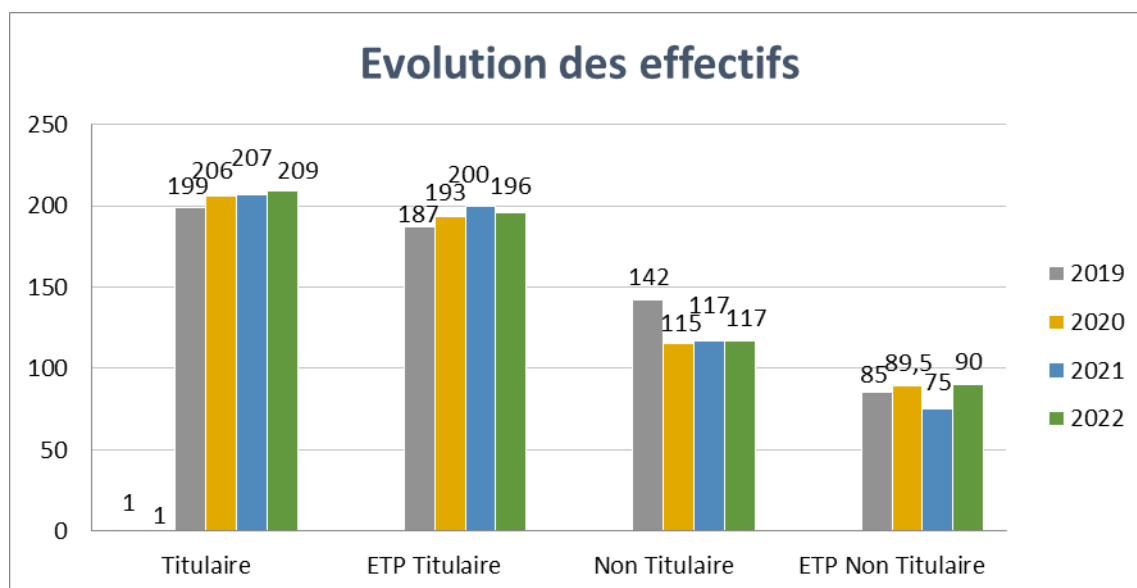
Notre budget prévisionnel est aussi impacté par la réorganisation du service Nettoyage/Hébergement/Restauration/Réception qui a été initiée au second semestre 2021. Dans un souci d'amélioration des conditions de travail de ce personnel, un passage à temps complet de l'ensemble des agents et la constitution de binômes afin d'éviter le travail isolé a eu pour conséquence la création et ou transformation de 9 postes. L'impact financier devrait s'équilibrer avec la baisse du nombre d'heures complémentaires et supplémentaires rémunérées habituellement. En revanche, les difficultés de recrutement génèrent une provision en termes de primes de fin de contrat dues pour les contrats à durée déterminée d'une durée inférieure ou égale à 1 an.



Nos effectifs vont se stabiliser et s'équilibrer par les arrivées et départs. Il reste encore des recrutements en cours depuis 2021, à savoir :

- Un technicien bâtiment maintenance (H/F)
- Un responsable marchés publics (H/F)
- Un maître-nageur sauveteur (H/F)
- Un assistant maternel (H/F)
- Un responsable du secteur Vie Culturelle (H/F)

Pour 2022, deux personnes en service civique sur l'année ainsi qu'un poste d'informaticien à compter de mars ont été provisionnés.



On observe aussi l'évolution de nos ETP non titulaire qui passent de 75 en 2021 à 90 en 2022. Cette donnée formalise le passage à temps complet des agents d'entretien. Comme chaque année, des enveloppes budgétaires sont prévues pour répondre aux besoins des services en cas de maladie ou d'accident ainsi que des renforts saisonniers pour renforcer les équipes permanentes lors des différentes manifestations organisées par la ville.

II – MUTUALISATION / TRANSFERT

La Ville a approuvé la création d'un service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme à l'AME ; ainsi que les modalités organisationnelles administratives, juridiques, techniques et financières (délibérations n°01 du 24/06/2015 et n°32 du 04/11/2015).

Conformément à l'article 10 de la Convention d'instruction des autorisations d'urbanisme, cette prestation fait l'objet d'une tarification annuelle (*tarifs fixés dans convention x nombre d'actes*), dont le montant est communiqué aux différentes communes partenaires avant le 31/12 de l'année N pour être mandaté courant année N+1.

Pour mémoire, l'AME nous facture comptablement cette dépense au titre du « personnel affecté par le Groupement à Fiscalité Propre de rattachement ». Celle-ci est assimilée à de la rémunération de personnel extérieur et fait partie du chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » (*obligation de correspondance des flux croisés dans nos comptabilités respectives*).

L'année **2020** a fait l'objet d'une refacturation de la part de l'AME à hauteur de **17 750 €** au titre des dossiers traités sur l'exercice 2019. Pour 2021, la dépense représente **16 650 €**, au profit de l'AME.

La dépense prévisionnelle relative aux dossiers 2021 a été évaluée à **20 000 €** et sera inscrite au budget primitif 2022.

Si on intègre l'AME, le ratio prévisionnel des dépenses de personnel avoisinerait les **62,17 %** des Dépenses Réelles de Fonctionnement, alors qu'il était de **61,66 %** pour le BP 2021.

Synthèse Chapitre 012

| Année | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 au 12/10/21 | Prévisionnel 2019 | Prévisionnel 2020 | Prévisionnel 2021 | Prévisionnel 2022 |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Chapitre 012 (AME) | 18 500,00 € | 14 250,00 € | 17 750,00 € | 16 650,00 € | 15 000 € | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| Evolution | | - 22,97% | 24.56% | - 6,19% | | 33,33% | 0% | 0% |

| Année | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 au 13/10/20 | Prévisionnel 2019 | Prévisionnel 2020 | Prévisionnel 2021 | Prévisionnel 2022 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Chapitre 012 (Hors AME) | 10 422 523,72 € | 10 404 039,64 € | 10 557 666,27 € | 8 065 299,73 € | 10 760 000 € | 10 788 000 | 11 003 319 € | 11 606 103 € |
| Evolution | | -0.17% | | | | 0,26% | 1,99% | 5,47% |

| Année | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 au 13/10/20 | Prévisionnel 2018 | Prévisionnel 2019 | Prévisionnel 2020 | Prévisionnel 2022 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Chapitre 012 (Avec AME) | 10 441 023,72 € | 10 418 289,64 € | 10 575 416,27 € | 8 081 949,73 € | 10 775 000 € | 10 808 000 € | 11 023 319 € | 11 626 103 € |
| Evolution | | -0,22% | 1,5% | | | 0,30% | 1,99% | 5,47% |

SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

B - LA DETTE COMMUNALE

I – DETTE REELLE

Pour ce qui concerne la dette propre communale, aucun emprunt n'est inscrit au titre de l'exercice 2022, conformément aux engagements de l'équipe municipale d'autofinancer ses investissements.

La Ville peut se considérer comme désendettée car elle n'a pas d'emprunts en cours assorties de conditions particulières.

Toutefois, il est rappelé que, conformément aux conventions d'aide à l'investissement passées avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la construction de différents bâtiments dédiés à l'enfance et à la jeunesse (Maison de la Petite Enfance (1), Centre de Loisirs à la Pailleterie (2), Garderie Périscolaire du Clos-Vinot (3)), la Ville a dû consentir à des prêts sans intérêts pour pouvoir bénéficier des subventions de la CAF.

(1) Construction de la Maison de la Petite Enfance :

Un prêt de 208 000 €uros a été octroyé et donc inscrit au BP 2016.

La CAF a procédé, sur l'exercice 2015, au versement de ce prêt à hauteur de 70%.

L'année 2016 a vu l'inscription de la première échéance due au titre du remboursement, à taux plein même si le solde du prêt a été différé (*crédit reporté 62 400 €*).

La CAF a procédé, sur l'exercice 2018, au versement du solde de ce prêt (*62 400 €*).

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes : Taux d'intérêt : 0% ; Durée du prêt : 9 ans ; Date des remboursements : chaque 1^{er} Août de 2016 à 2024.

(2) Construction du Centre de Loisirs à la Pailleterie :

Un prêt de 451 290 €uros a été octroyé et donc inscrit au BP 2017.

La CAF a procédé, sur l'exercice 2017, au versement de ce prêt à hauteur de 70%.

L'année 2019 a vu l'inscription de la première échéance due au titre du remboursement, à taux plein même si le solde du prêt est différé (*crédit reporté 135 390 €*).

A ce jour, nous sommes dans l'attente du versement du solde dudit prêt.

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes : Taux d'intérêt : 0% ; Durée du prêt : 19 ans ; Date des remboursements : chaque 1^{er} Janvier (théorique) de 2019 à 2037.

(3) Construction de la Garderie Périscolaire du Clos-Vinot :

Un prêt de 242 000 €uros a été octroyé et donc inscrit au BP 2020.

En fonction de l'année de versement de l'acompte de 70%, l'inscription de la première échéance due au titre du remboursement (25 000 €), à taux plein même si le solde du prêt est différé, pourrait avoir lieu au plus tôt sur l'année 2021 (*sinon 2022*).

A ce jour, nous ne disposons pas des documents contractuels mais les principales caractéristiques sont identiques aux prêts précédents : Taux d'intérêt : 0% ; Durée du prêt : 10 ans ; Date des remboursements : inconnue.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

Compte tenu des éléments ci-dessus, la prospective relative au remboursement de la « dette » en capital (*pas de charges financières pour la partie fonctionnement*) pour les années à venir et calculée sur les caractéristiques des prêts accordés, s'établit comme suit :

| Dette en capital | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | S/Total |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Maison de la Petite Enfance | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 8 000 | | | 208 000 |
| Centre de Loisirs | | | | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 200 000 |
| Garderie Clos-Vinot | | | | | | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 150 000 |
| | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 50 000 | 50 000 | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 58 000 | 50 000 | 50 000 | 558 000 |

| Dette en capital | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | Total G. |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|----------|
| Maison de la Petite Enfance | | | | | | | | | | | | 208 000 |
| Centre de Loisirs | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 1 290 | 451 290 |
| Garderie Clos-Vinot | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 17 000 | | | | | | | | 242 000 |
| | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 42 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 1 290 | 901 290 |

L'encours, en 2022, s'élèvent à 651 290 €. Un quatrième programme pourrait peut-être bénéficier de ce type de financement CAF « *Subvention et prêt à l'investissement* », à savoir la réhabilitation du Petit Chesnoy à la Pailleterie.

II – DETTE GARANTIE

Pour mémoire, une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation d'opérations d'intérêt public. Cet engagement n'est pas anodin car la collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à notamment payer à sa place les annuités du prêt garanti (*c'est pourquoi la réglementation encadre de manière très stricte les garanties que peuvent apporter les collectivités et les EPCI*).

Par délibération du 17/12/2009 approuvant son Plan Local d'Habitat (PLH), l'AME a décidé de garantir les emprunts à la place des Communes. A ce titre, l'AME doit être préalablement sollicitée pour toute nouvelle demande.

Toutefois, hormis la gestion du suivi des prêts précédemment garantis, la Ville peut être sollicitée notamment pour des réaménagements de prêts en cours, à la suite d'un avis défavorable de l'AME (exemple Ehpad) ...

A ce jour, l'état de la dette garantie prévisionnelle pour la Ville s'établit comme ci-dessous, pour une extinction prévisionnelle en 2061 :

| Arrondis informatiques | CAPITAL À L'ORIGINE GARANTI PAR LA VILLE | ENCOURS AU 01/01/2021 | INTÉRÊT 2021 | AMORT 2021 | ANNUITÉ 2021 |
|-------------------------------------|--|--------------------------|--------------|------------|-------------------|
| VALLOGIS (HAMOVAL/HLM Montargis.) | 9 176 682,45 | 6 379 376,63 | 106 185,49 | 375 587 | 480 772,33 |
| S.A. d'H.L.M. France LOIRE St Amand | 304 417,87 | 253 739,85 | 3 628,48 | 17 894,82 | 21 523,31 |
| IMMOBILIERE VAL DE LOIRE | 69 691,05 | 62 438,12 | 686,82 | 2 524,03 | 3 210,85 |
| TOTAL GENERAL | 9 550 791,37 | 6 695 554,60 | 110 500,79 | 395 005,85 | 505 506,49 |

Il est précisé que les garanties précédemment accordées par la Ville entrent sans difficultés dans la capacité à garantir de la Ville, la plupart d'entre elles concernent des logements sociaux.

SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

C - LA FISCALITE LOCALE

I – TAUX COMMUNAUX

Pour mémoire, les taux des différentes taxes avant la réforme de la fiscalité locale sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

| Taxes fiscales locales | Taxe d'Habitation | Taxe Foncière Bâtie | Taxe Foncière Non Bâtie |
|-------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| Taux | 20,50 % | 30,34 % | 73,72 % |

Pour les collectivités, l'année 2021 représente la première année d'entrée en vigueur de la réforme de la taxe d'habitation.

Les communes n'ont pas perçu les produits liés à la TH sur les résidences principales mais uniquement ceux sur les résidences secondaires et sur les logements vacants.

Il est précisé que le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de la Ville a été modifié en 2021 (délibération), à la suite de la décision du Gouvernement de compenser la suppression de la Taxe d'Habitation par le transfert aux communes de la part départementale de Taxe sur le Foncier Bâti. Ce taux sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti (18,56%) et du taux communal de foncier bâti (30,34%), soit **48,90 %** dans le cadre d'un maintien des taux en 2021.

Il s'appliquera chaque année au produit de la TFPB de la commune tel que résultant des bases de l'année 2021 et de la somme du taux communal et départemental de la même année. Il sera ainsi calculé en 2022 pour permettre la prise en compte des bases définitives de l'année précédente.

La commune conserve la dynamique des bases, la référence sera désormais les bases du foncier bâti. En revanche, la compensation ne suit pas la dynamique des taux : si la commune décide d'augmenter ses taux, cette dernière sera calculée sur la base du taux de référence de 2020 (taux TFPB communal + taux TFPB départemental).

Les communes continueront à recevoir la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants (THRS, THLV) au-delà de 2023. Les taux resteront figés pour les deux années à venir, elles retrouveront leur pouvoir de taux à compter du vote des taux de l'année 2023.

La somme de 10,9 M€ sera inscrite au BP 2022. Elle représentera la somme des produits de la THLV et THRS, des produits de la TFPB et la TFPNB, de la moyenne des rôles supplémentaires et des allocations compensatrices calculé selon le coefficient correcteur de la Ville d'Amilly (pas de perte de fiscalité liée à la suppression de la Taxe d'Habitation).

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

II – TAUX EXTERIEURS PRINCIPAUX

Référence : Etat Fiscal 1259

| TAUX | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| TH | | | | | | | |
| AMILLY | 20,50% | 20,50% | 20,50% | 20,50% | 20,50% | 20,50% | |
| MONTARGIS | 19,90% | 19,90% | 19,90% | 19,90% | 19,90% | 19,90% | |
| CHALETTE | 21,34% | 23,05% | 23,05% | 23,05% | 23,05% | 23,05% | |
| VILLEMANDEUR | 17,58% | 17,58% | 17,58% | 17,58% | 17,58% | 17,58% | |
| AME | 6,69% | 6,69% | 6,69% | 6,69% | 6,69% | 6,69% | |
| Moyens communaux nationaux | 24,19% | 24,38% | 24,47% | 24,54% | 24,56% | | |
| Moyens communaux départementaux | 23,17% | 23,31% | 23,35% | 23,41% | 23,42% | | |
| Plafonds communaux (hors AME) | 53,19% | 53,79% | 54,26% | 54,49% | 54,66% | | |
| TFB | | | | | | | |
| AMILLY | 30,34% | 30,34% | 30,34% | 30,34% | 30,34% | 30,34% | 48,90% |
| MONTARGIS | 35,22% | 35,22% | 35,22% | 35,22% | 35,22% | 35,22% | 53,78% |
| CHALETTE | 30,31% | 32,73% | 32,73% | 32,73% | 32,73% | 32,73% | 51,29% |
| VILLEMANDEUR | 28,49% | 28,49% | 28,49% | 28,49% | 28,49% | 28,49% | 47,05% |
| DEPARTEMENT | 17,06% | 18,56% | 18,56% | 18,56% | 18,56% | 18,56% | |
| Moyens communaux nationaux | 20,52% | 20,85% | 21,00% | 21,19% | 21,59% | 40,18% | |
| Moyens communaux départementaux | 26,12% | 26,21% | 26,21% | 26,27% | 26,25% | 44,77% | |
| Plafonds communaux | 65,08% | 65,30% | 65,53% | 65,53% | 65,68% | 65,63% | 111,93% |
| TFNB | | | | | | | |
| AMILLY | 73,72% | 73,72% | 73,72% | 73,72% | 73,72% | 73,72% | 73,72% |
| MONTARGIS | 43,02% | 43,02% | 43,02% | 43,02% | 43,02% | 43,02% | 43,02% |
| CHALETTE | 68,89% | 74,40% | 74,40% | 74,40% | 74,40% | 74,40% | 74,40% |
| VILLEMANDEUR | 60,78% | 60,78% | 60,78% | 60,78% | 60,78% | 60,78% | 60,78% |
| AME | 2,94% | 2,94% | 2,94% | 2,94% | 2,94% | 2,94% | 2,94% |
| Moyens communaux nationaux | 49,15% | 49,31% | 49,46% | 49,67% | 49,72% | 49,79% | |
| Moyens communaux départementaux | 45,02% | 45,32% | 45,26% | 45,53% | 45,63% | 45,65% | |
| Plafonds communaux (hors AME) | 118,39% | 119,94% | 120,34% | 120,71% | 121,24% | 121,36% | 121,54% |
| CFE | | | | | | | |
| AME | 24,36% | 24,36% | 24,36% | 24,36% | 24,36% | 24,36% | 24,36% |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

III – LES BASES LOCALES

EVOLUTION DES BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2018 ET 2021 EN € (Prévisionnel)

| ANNEE | NATURE | TAXE | EVOLUTION | TAXE | EVOLUTION | TAXE | EVOLUTION | PRODUITS PREVISIONNELS |
|-------|---------|----------------------------------|-----------|------------------|-----------|----------------------|-----------|---------------------------|
| | | HABITATION | | FONCIERE BATI | | FONCIERE NON BATI | | |
| 2018 | BASE | 18 520 000 | 1,21% | 18 215 000 | 1,27% | 121 000 | 5,49% | 9 412 232 |
| | TAUX | 20,50% | | 30,34% | | 73,72% | | |
| | PRODUIT | 3 796 600 | 45 305 | 5 526 431 | 69 479 | 89 201 | 4 644 | |
| 2019 | BASE | 18 709 000 | 1,02% | 18 803 000 | 3,23% | 122 900 | 1,57% | 9 630 777 |
| | TAUX | 20,50% | | 30,34% | | 73,72% | | |
| | PRODUIT | 3 835 345 | 38 745 | 5 704 830 | 178 399 | 90 602 | 1 401 | |
| 2020 | BASE | 18 877 381 | 0,90% | 19 333 450 | 1,00% | 125 075 | 1,00% | 9 723 250 |
| | TAUX | 20,50% | | 30,34% | | 73,72% | | |
| | PRODUIT | 3 869 863 | 34 518 | 5 761 879 | 57 049 | 91 508 | 906 | |
| 2021 | BASE | | | 17 638 000 | -8,77% | 125 500 | 0,34% | 9 750 663 |
| | TAUX | 20,50% | | 48,90% | | 73,72% | | |
| | PRODUIT | THRS : 776 527 THLV : 256 635 | | 8 624 982 | 2 863 103 | 92 519 | 1 011 | |
| 2022 | BASE | | | 17 814 380 | 1% | 126 755 | 1% | 9 848 169 |
| | TAUX | 20,50% | | 48,90% | | 73,72% | | |
| | PRODUIT | THRS : 784 292 THLV : 259 201 | | 8 711 232 | 86 250 | 93 444 | 925 | |

EVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE TAXE LOCALES ENTRE 2017 ET 2021 EN €

| ANNEE | ALLOCATIONS COMPENSATRICES DUES AU TITRE DE T.P. | | ALLOCATIONS COMPENSATRICES DUES AU TITRE DE LA T.H. | | ALLOCATIONS COMPENSATRICES DUES AU TITRE DE LA T.F. | | ALLOCATIONS COMPENSATRICES TOTALES | |
|-------|--|-----------|---|-----------|---|-----------|--|-----------|
| | MONTANT | VARIATION | MONTANT | VARIATION | MONTANT | VARIATION | MONTANT | VARIATION |
| 2017 | 4 911 | -68,88% | 373 091 | 64,31% | 24 040 | -29,50% | 402 042 | 45,17% |
| 2018 | | | 410 374 | 9,99% | 22 622 | -5,90% | 432 996 | 7,70% |
| 2019 | | | 460 914 | 12,32% | 25 210 | 11,44% | 486 124 | 12,27% |
| 2020 | | | 491 869 | 6,72% | 26 320 | 4,40% | 518 189 | 6,60% |
| 2021 | | | | | 1 081 643 | | 1 081 643 | |

Référence : TPM - Tableau de bord financier 2020 – Fiche n°3 – Fiscalité directe locale du territoire de la Commune d'Amilly

| I - L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE | | | | |
|--|------------------|------------------------|-------------------|-------------------|
| Données socio-démographiques | Pour la commune | Moyenne départementale | Moyenne régionale | Moyenne nationale |
| Population légale | 13 577 habitants | | | |
| Nombre de foyers fiscaux | 7 490 | | | |
| Part des foyers non imposables | 48,2 % | 52,6 % | 49,9 % | 49,2 % |
| Revenu fiscal moyen par foyer | 27 448 | 22 873 | 24 973 | 27 229 |

| DONNÉES ÉCONOMIQUES | Pour la commune | Moyenne départementale | Moyenne régionale | Moyenne nationale |
|--|-----------------|------------------------|-------------------|-------------------|
| Nombre de logements imposés à la TH | 6 092 | | | |
| -> dont part de résidences secondaires | 3,2 % | 3,2 % | 3,1 % | 7,7 % |
| -> dont logements vacants | 84 | 44 | 35 | 37 |
| Valeur locative nette des résidences secondaires | 774 977 | | | |
| Bases communales imposées en foncier bâti | 19 333 450 | | | |
| -> dont % locaux d'habitation ordinaire | 53,1 % | 51,5 % | 56,5 % | 62,1 % |
| -> dont % locaux d'habitation à caractère social | 4,3 % | 8,1 % | 8,1 % | 5,1 % |
| -> dont % locaux d'habitation soumis à la loi de 1948 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 % |
| -> dont % autres locaux passibles à la TH (%) | 0,4 % | 0,7 % | 0,6 % | 0,4 % |
| -> dont % locaux à usage professionnel ou commercial | 19,7 % | 22,4 % | 21,3 % | 20,5 % |
| -> dont % établissements industriels et assimilés | 22,5 % | 17,4 % | 13,6 % | 11,9 % |
| Nombre d'établissements imposés à la cotisation foncière des entreprises | 593 | 658 | 658 | 722 |
| -> dont au profit de la commune | 0 | 0 | 0 | 0 |
| -> dont au profit du GFP (commune membre d'un GFP à FPU/FPZ) | 593 | 658 | 658 | 722 |
| Nombre d'entreprises imposées à la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises | 410 | 484 | 514 | 645 |
| -> dont au profit de la commune | 0 | 0 | 0 | 0 |
| -> dont au profit du GFP (commune membre d'un GFP à FPU/FPZ) | 410 | 484 | 514 | 645 |

SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

D - LES DOTATIONS

I – DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

Conformément aux engagements du gouvernement, le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement est stable, à périmètre constant, pour la cinquième année consécutive.

La DGF de la Ville, qui n'est plus impactée par la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) depuis 2018, connaîtra toutefois une nouvelle baisse pour 2022 au titre de la péréquation (répartition dynamiques population/richesses).

Le Budget 2022 de la Ville se verra doté d'une prévision de la dotation forfaitaire de **200 000 €**.

| DOTATIONS | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Montant / % Baisse | -84 864 | -20,06% | -43 885 | -12,98% | -55 898 | -18,99% | -38 412 | -16,11% |
| DGF Forfaitaire | | 338 195 | | 294 310 | | 238 412 | | 200 000 |

II – DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (DSU)

La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) est calculée selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué du rapport entre éléments de la Ville/éléments nationaux (*Potentiel Financier Moyen par Habitant, Part de logement sociaux, Part de logement de personnes couvertes par des prestations logement et Revenu Moyen par Habitant*).

La commune d'Amilly a perçu en 2021 la somme de 140 896 € au titre de la DSU.

Compte tenu que le Projet de Loi de Finances prévoit le maintien de l'enveloppe (à savoir +95M€), le Budget Primitif 2022 se verra doté d'une inscription arrondie à **140 000 €** au titre de la DSU.

III – ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)

Le budget de la Ville se verra doté d'une prévision de l'AC maintenue à hauteur de **5 138 500 €**, attribution inchangée depuis 2016.

| Amilly | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 |
|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| A.C. | 5 138 497,68 | 5 138 497,68 | 5 138 497,68 | 5 138 497,68 | 5 138 497,68 |
| Variations N/N-1 | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

IV – DOTATION DE SOLIDARITE (DSC) / FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNAL (FPIC)

Pour rappel, l'AME a décidé de maintenir pour trois années (de 2017 à 2019) le montant de la DSC attribué nominativement en 2016. Depuis, cette dotation a fait l'objet d'une réévaluation annuelle à la hausse pour 2017 et 2018, mais à la baisse pour 2019.

La DSC a connu en 2020 le même montant attribué qu'en 2019 arrondi à 363 000 euros.

Dans l'attente des décisions de la prochaine réunion du Conseil Communautaire de l'AME, le budget de la Ville se verra doté pour 2022 d'une prévision de DSC à hauteur de **363 000 euros** au regard de l'attribution faite pour 2019, 2020 et 2021 par rapport aux critères retenus (*population DGF, Potentiel Financier/revenu par habitant, croissance économique, km de voirie, dépenses de fonctionnement, logements sociaux*).

Quant au FPIC, il a été prévu de maintenir le montant de la péréquation **2021 (sécurité)** dont la Ville s'est vue imputé au niveau de ses charges (*prélèvement > reversement*), dans l'attente des données définitives.

| Amilly | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2015 |
|------------------------|-------------------------------|--------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| D.S.C. | 363 000 | 363 000 | 363 000 | 363 828 | 387 210 | 353 830 | 352 023 | 511 345 |
| Variations N/N-1 | 0 0% | 0 0% | -828 -0,23% | -23 382 -6,04% | 33 380 9,43% | 1 807 0,51% | -159 322 -31,16% | -35 335 -6,46% |
| F.P.I.C. | -20 000 | 25 000 | -5 574 | -19 296 | -48 916 | -42 161 | -7 688 | 13 942 |
| Total Variations N/N-1 | 343 000 -45 000 -13,12% | 388 000 0 0% | 313 000 -31 532 -9,15% | 344 532 6 238 1,84% | 338 294 26 625 8,54% | 311 669 -32 666 -9,49% | 344 335 -180 952 -34,45% | 525 287 -40 806 -7,21% |

SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE
E - RATIOS, CAPACITE FINANCIERE

I – RATIOS BUDGETAIRES VILLE

L'ensemble des ratios relatifs aux crédits budgétaires, tant en dépenses qu'en recettes, de l'exercice 2020 sont indiqués dans la Décision Modificative n°1 (*Budget Supplémentaire*) page 4.

Informations financières :
Ratios communaux extraits des documents budgétaires de l'exercice 2020
Population Ville : 13 577 habitants

| Libellé | | Valeurs Amilly CA 2018 | Valeurs Amilly CA 2019 | Valeurs Amilly CA 2020 | Valeurs Amilly BP + DM n°1 2021 | Valeurs Nationales CA 2019 |
|---------|---|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / Population | 1 173,43 € | 1 177,11 € | 1 132,89 € | 1 316,72 € | 1 183 € |
| 2 | Produit des impositions directes (7311) / Population | 702,34 € | 717,86 € | 722,92 € | 752,36 € | 661 € |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement (hors 002) / Population | 1 479,98 € | 1 522,23 € | 1 482,03 € | 1 475,37 € | 1 374 € |
| 4 | Dépenses d'équipement brut (hors 458*) / Population | 308,88 € | 458,63 € | 362,57 € | ⁽¹⁾ 299,48 € | 282 € |
| 5 | Encours de dette / Population | 43,65 € | 39,84 € | 53,49 € | 53,49 € | 1 061 € |
| 6 | DGF (7411) / Population | 31,60 € | 25,22 € | 21,68 € | 16,94 € | 199 € |
| 7 | Dépenses de personnel (012) / Dépenses réelles de fonctionnement | 66,47 % | 66,00% | 68,75% | 61,66% | 61,10 % |
| 8 | Dépenses de fonctionnement et Remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement | 79,41 % | 77,57 % | 76,69 % | 89,63 % | 93,70 % |
| 9 | Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement | 20,87 % | 30,13 % | 24,46 % | ⁽¹⁾ 20,30 % | 20,50 % |
| 10 | Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement | 0,029 | 0,026 | 0,036 | 0,036 | 0,772 |

(1) : Il est rappelé que le BS (Décision Modificative N°1 ou Budget Supplémentaire) intègre à la fois les propositions nouvelles faites au titre de l'exercice en cours ainsi que les crédits des Restes A Réaliser de l'exercice antérieur reportés sur l'exercice en cours.

II –CAPACITES FINANCIERES DE LA VILLE

⇒ Des ratios énoncés précédemment, on en ressort les principales composantes de l'autofinancement 2020 qui sont :

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

| | montant en € | Montant en € par habitant pour la catégorie démographique | | | |
|---|--------------|---|-------------|--------|----------|
| | | Commune | Département | Région | National |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| Total des produits de fonctionnement = A | 19 865 691 | 1 483 | 1 419 | 1 320 | 1 313 |
| Produits de fonctionnement CAF | 19 703 114 | 1 451 | 1 406 | 1 296 | 1 280 |
| dont : Impôts locaux | 9 817 818 | 723 | 675 | 611 | 577 |
| Fiscalité reversée par les GFP | 5 502 326 | 405 | 282 | 229 | 209 |
| Autres impôts et taxes | 1 004 700 | 74 | 49 | 56 | 106 |
| Dotation globale de fonctionnement | 428 818 | 32 | 160 | 179 | 175 |
| Autres dotations et participations | 1 713 723 | 126 | 101 | 100 | 100 |
| dont : FCTVA | 38 037 | 3 | 1 | 1 | 2 |
| Produits des services et du domaine | 980 683 | 72 | 112 | 104 | 72 |
| Total des charges de fonctionnement = B | 15 776 105 | 1 162 | 1 250 | 1 189 | 1 174 |
| Charges de fonctionnement CAF | 15 106 737 | 1 113 | 1 197 | 1 106 | 1 085 |
| dont : Charges de personnel (montant net) | 10 512 857 | 774 | 793 | 704 | 655 |
| Achat et charges externes (montants nets) | 3 958 097 | 292 | 274 | 244 | 248 |
| Charges financières | 0 | 0 | 15 | 21 | 21 |
| Subventions versées | 371 766 | 27 | 69 | 72 | 89 |
| Contingents | 5 457 | 0 | 10 | 24 | 32 |
| Résultat comptable = A - B = R | 4 089 585 | 301 | 169 | 131 | 138 |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF | 4 596 377 | 339 | 208 | 190 | 195 |



Concernant le **prélèvement de la section de fonctionnement**, pour financer la section d'investissement, et après avoir connu deux baisses successives en 2015 puis 2016, ce dernier a connu une hausse de 200 000 € en 2019 dans le cadre de l'équilibre du Budget Supplémentaire 2019. Toutefois en 2022, il sera de l'ordre de **1 000 000 euros**.

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| 2 000 000 € | 1 500 000 € | 1 500 000 € | 1 500 000 € | 1 700 000 € | 1 500 000 € | 1 500 000 € | 1 200 000 € |
| -25,93% | -25,00% | 0,00% | 0,00% | +13,33% | -11,76% | 0% | -20% |

Les prévisions budgétaires liées aux **dotations aux amortissements** permettent de compléter l'autofinancement propre de la Ville (*principe hypothèse haute : réalisation 100% de tous les biens amortissables budgétés*). Ces dernières seront maintenues au niveau de 2020.

| 2014 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| 623 000 € | 730 000 € | 640 000 € | 640 000 € | 680 000 € | 680 000 € | 680 000 € | 680 000 € |
| -12,13% | 0,00% | -12,33% | 0,00% | 6,25% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

La Ville peut donc espérer un **autofinancement minimum de 1 880 000 euros** pour 2021.

LES PROJETS MUNICIPAUX
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le Budget Primitif 2022 devrait s'établir à **20,077 Millions** (20,057 Millions en 2021). Cependant, il convient de rester prudent sur les prévisions budgétaires, dans un contexte économique et social évolutif.

L'année 2020 a été marquée par une baisse des recettes fiscales du fait de la cohabitation de deux taux différents pour la revalorisation des bases, une baisse des ressources des services liée aux mesures de fermeture imposées par le confinement et l'apparition de surcoûts liés à la crise en matière de protection. Cette baisse s'est poursuivie en 2021, due à la fermeture des structures lors des confinements partiels de cette année.

I – LES RECETTES

Concernant les années 2021 et 2022, une révision des tarifs des prestations (*hors quotients*) à hauteur de 2% pour les services (1% d'augmentation par an) a été votée.

Concernant les participations, il pourra être noté une diminution annuelle de la dotation forfaitaire de la DGF, l'ajustement des produits des services sur les recettes jusqu'en 2022, la baisse des taxes, notamment de faibles valeurs, décidée par le gouvernement lors du vote du PLF 2021 ainsi que la reconduction des participations de base versées pour la Culture (Tanneries, Pact).

S'agissant des recettes fiscales, la valeur prévisionnelle des taxes locales permet de pourvoir aux dépenses supplémentaires liées aux opérations d'investissement et à la diminution de dotations et des subventions de Collectivités, dans la mesure où la baisse de la dotation forfaitaire de la DGF est compensée partiellement par l'inscription de la Dotation de Solidarité Urbaine.

La Ville a délibéré le 22 mai 2019 sur les tarifs de la TLPE (Taxe Locale sur la Publicité Extérieure) applicables pour 2020 en exonérant les superficies comprises entre 7 et 12 m², ce qui n'était pas le cas précédemment. En outre, une nouvelle délibération de 2020 instaure un abattement de 50% sur la TLPE. La recette afférente sera inscrite au BP 2022 à hauteur de 160 000 €.

II – LES DEPENSES

Comme indiqué précédemment, les crédits budgétaires des services alloués l'année précédente ont été réajustés pour 2022 au regard des prévisions et réalisations antérieures, en les modulant en fonction des besoins réels afin d'équilibrer le budget.

Il est à préciser que l'augmentation des coûts des contrats de maintenance de la commune, les dépenses énergétiques ainsi que l'ouverture de deux classes à l'école élémentaire du Clos Vinot modifient considérablement les prévisions.

Les charges de personnel 2022 sont en hausse par rapport au budget global 2021. L'augmentation est de l'ordre de 5,47% par rapport au BP 2021.

Les autres dépenses n'appellent pas d'observations particulières. Certains crédits feront l'objet de virements internes entre nature et/ou chapitre aux fins d'équilibre.

III – LES MASSES BUDGETAIRES DES EXERCICES 2018 à 2022

| PRODUITS | <i>Libellé</i> | <i>Exécution 2018</i> | <i>Exécution 2019</i> | <i>Exécution 2020</i> | <i>Crédits 2021 (BP/BS)</i> | <i>Enveloppe 2022 prévisionnelle</i> |
|-----------------|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|--|
| | Fiscalité - TH, TFB, TFNB et Autres taxes (C73) | 10 266 599 € | 10 725 368 € | 11 034 479 € | 11 167 723 € | 11 312 002 € |
| | Fiscalité reversée par l'AME (C73) | 5 525 708 € | 5 502 325 € | 5 502 326 € | 5 501 500 € | 5 501 500 € |
| | Dotations État, Compensations et Participations (C74) | 2 359 365 € | 2 439 780 € | 2 142 541€ | 2 654 811 € | 2 674 000 € |
| | Recettes tarifaires (C70) | 1 420 745 € | 1 357 611 € | 980 663 € | 1 314 715 € | 1 288 180 € |
| | Excédent de Fonctionnement de l'exercice précédent | 500 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | | |

| CHARGES | <i>Libellé</i> | <i>Exécution 2018</i> | <i>Exécution 2019</i> | <i>Exécution 2020</i> | <i>Crédits 2021 (BP+BS)</i> | <i>Enveloppe 2022 prévisionnelle</i> |
|----------------|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|--|
| | Masse salariale du personnel (C012) | 10 441 024 € | 10 418 289 € | 10 575 416€ | 11 263 319 € | 11 606 103 |
| | Charges à caractère général (C011) | 4 365 290 € | 4 517 543 € | 3 985 054€ | 6 424 137 € | 6 573 897 |
| | Subventions et contributions – Indemnités des Maire et Adjointes (C65) | 701 815 € | 690 849 € | 603 929€ | 781 475 € | 750 000 |
| | Prélèvement pour l'investissement en prévision (C023) | | | | 1 724 403 € | 1 200 000 |
| | Prélèvement inclus dans l'excédent de fonctionnement | 1 500 000 € | 1 700 000 € | 1 864 000€ | | |

LES PROJETS MUNICIPAUX
B - SECTION D'INVESTISSEMENT

S'agissant des investissements, la priorité sera donnée aux opérations en cours et ceux restant à financer au regard des subventions obtenues et de l'épargne dégagée en faveur de l'équipement.

I – LES RECETTES

Compte tenu du niveau,

- du prélèvement qui sera opéré sur la section de fonctionnement (1 200 000 €),
- des dotations aux amortissements (680 000 €),
- des subventions/prêt d'investissement (~150 000 €),
- des recettes propres à cette section (dont FCTVA et Taxe d'Aménagement pour 1 000 000 €)...

La Ville devrait pouvoir disposer d'une enveloppe d'environ **3,03 Millions d'euros** pour financer les programmes retenus.

Les subventions concernent principalement la dotation annuelle d'aide à l'investissement du Département (150 000 €).

Les crédits feront l'objet d'une budgétisation au fur et à mesure de l'avancée des dossiers (arrêté attributif) en fonction des opérations à venir. Le principe est identique concernant le fonds d'aide à l'investissement de l'Etat au titre de l'exercice 2022.

II – LES DEPENSES

■ LES ACQUISITIONS – enveloppe de 830 000 €

➤ *Le matériel* : 530 000 €

- Des enveloppes habituelles pour le matériel et mobilier de bureau, pour des équipements techniques ou spécifiques aux activités ou équipement des nouvelles constructions (*Sports, Education, Culture, Communication, Véhicule, Administratifs ...*).

➤ *Le foncier* : 300 000 €

- Des enveloppes pour des acquisitions de terrains nus (*Alignements, échanges*), terrains de voirie, réserves foncières, ...

■ LA VOIRIE – enveloppe d'1 Million d'euros (hors AME)

➤ *Des travaux neufs* sont à prévoir pour le parking de la Ferme du Bourg : des études devront être préalablement menées ; ainsi que des réfections ponctuelles sur d'autres voies (*marché d'entretien*).

➤ Des enveloppes habituelles pour la poursuite des travaux *de défense incendie* et des travaux de l'éclairage public, le remplacement/renouvellement des candélabres et appareillages vieillissants (continuité du marché en sus d'un diagnostic).

➤ Une enveloppe pour des travaux divers et/ou suivi de dossiers tels que les plans topographiques, mission SPS, aménagement urbain...

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2022

■ LES BATIMENTS –enveloppe d'1 Millions d'euros

➤ La poursuite des opérations commencées ou programmées, pouvant nécessiter des ajustements d'enveloppe ou complément, dont notamment la réhabilitation de l'Eglise St Firmin, la réhabilitation du site du Clos-Vinot élémentaire...

➤ Une enveloppe pour des travaux dans divers bâtiments administratifs, communaux, scolaires, culturels, sportifs

Il convient également de prévoir des crédits pour des opérations d'ordre patrimoniales (*acquisition/cession, amortissement subvention*), le remboursement en capital des prêts CAF (75 000 €) ainsi que les cautions perçues par la ville pour les locations à la propriété Veyre (2 000 €).

Il est précisé que le reversement prévisionnel de Taxe d'Aménagement à l'AME sur 2022 est inscrit également dans ce budget à hauteur de 70 000 €.

III – LES MASSES BUDGETAIRES DES EXERCICES 2017 à 2022

| PRODUITS | Libellé | Exécution 2017 | Exécution 2018 | Exécution 2019 | Exécution 2020 | Crédits 2021 (BP) | Enveloppe 2022 prévisionnelle |
|----------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------|
| | Excédents d'Investissement et de Fonctionnement de l'exercice précédent 001 | 17 061 743 € | 14 677 404 € | 16 659 946 € | 16 120 232€ | | |
| | FCTVA et TLE/TA (Dotations de l'État) (C10) | 1 278 494 € | 1 529 035 € | 3 321 289 € | 5 554 066€ | 1 800 000 € | 1 000 000 € |
| | Subventions d'investissement / Prêt (C13/C16) | 1 431 215 € | 925 385 € | 856 176 € | 844 741€ | 184 000 € | 150 000 € |
| | Opérations sous mandat (AME) (C458) | 92 087 € | 186 671 € | | 0€ | 60 000 € | |
| | Prélèvement du fonctionnement en prévision (C021) | Voir Dépenses FCT | Voir Dépenses FCT | Voir Dépenses FCT | Voir Dépenses FCT | 1 500 000 € | 1 200 000 € |
| | Dotations aux amortissements | 497 684 € | 528 651 € | 540 693 € | | 680 000 € | 680 000 € |

| CHARGES | Libellé | Exécution 2017 | Exécution 2018 | Exécution 2019 | Exécution 2020 | Crédits 2021 (BP) | Enveloppe 2022 prévisionnelle |
|---------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------------------|
| | Acquisitions (terrains, matériel, ...) (C20/21) | 517 377 € | 452 653 € | 601 046 € | 1 173 588€ | 629 910 € | 830 000 € |
| | Travaux de Voirie (C23/21) | 1 240 278 € | 1 042 494 € | 959 975€ | 1 017 581€ | 1 034 600 € | 1 000 000 € |
| | Travaux de Bâtiments (C23/21) | 7 533 135 € | 2 596 982 € | 5 098 237 € | 3 777 753€ | 2 551 420 € | 1 000 000 € |
| | Travaux en régie Bâtiment et Voirie | 87 087 € | 42 807 € | 54 550 € | | | |
| | Opérations sous mandat (C458) | 167 729 € | 42 456 € | 12 496 € | 16 989€ | 60 000 € | |

Il est rappelé que les opérations sous mandat (principalement avec l'AME) doivent s'équilibrer en dépenses et en recettes au regard des réalisations à la fin de chaque opération.